

*Le Mexique appelle les  
gouvernements de l'ONU à  
réglementer les armes et à réduire  
la criminalité*

---

*Image not found or type unknown*



Nations Unies, 22 novembre (RHC) Le Mexique a appelé aujourd'hui aux Nations Unies les gouvernements du monde à réglementer la vente d'armes pour empêcher leur trafic transfrontalier illicite et réduire la criminalité.

Présidant le débat ouvert du Conseil de Sécurité de l'ONU sur "L'impact du détournement et du trafic d'armes sur la paix et la sécurité", le ministre mexicain des Affaires Étrangères, Marcelo Ebrard a appelé à la mise en place de mécanismes pour surveiller et prévenir les transferts internationaux illicites d'armes, le détournement du commerce et du trafic transfrontaliers.

De même, il a demandé aux fabricants du secteur privé de mettre en place des mesures d'autoréglementation conformément à la législation de leurs pays, afin d'empêcher que leurs pratiques commerciales ne favorisent activement le trafic illicite des armes.

Il a été démontré que le commerce illicite et le détournement des armes légères, ainsi que leur accumulation et leur prolifération dans différentes régions du monde, constituent une menace à la paix et à la sécurité car ils affectent gravement et dans de multiples dimensions la population civile, et il faut en faire plus que le Programme d'action et l'Instrument international de traçage, et d'autres.

Il a ajouté que diverses sources estiment que, chaque jour, environ 500 personnes perdent la vie et 2000 autres sont blessées par balle dans le monde.

En Amérique latine, les chiffres annuels de la violence et de la mort montrent que 75 % des homicides et des féminicides sont liés à des armes de ce type.

Le diagnostic du problème de la circulation incontrôlée des armes à l'échelle mondiale est clair et catégorique : s'il n'y avait pas une disponibilité quasi illimitée d'armes, la plupart des conflits armés inscrits à l'ordre du jour du Conseil auraient de meilleures chances de règlement pacifique, a-t-il déclaré.

Il a appelé à reconnaître que la lutte contre le trafic et le détournement à la fois à la destination et à la source est une responsabilité partagée.

Il a rappelé à cet égard une plainte déposée par le Mexique contre les fabricants de ces armes aux États-Unis pour pratiques intentionnelles et négligentes dans la production et la commercialisation des armes.

Le fonctionnaire a souligné que l'ONU dispose d'un large éventail de traités dans diverses zones géographiques, comme "Faire taire les armes" de l'Union africaine, la feuille de route des Balkans occidentaux et la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes et d'autres matériels, mais il faut les rendre plus opérationnels.

C'est précisément dans le contexte du Conseil de sécurité, que le Mexique estime que des discussions sérieuses doivent avoir lieu sur ce phénomène et que nous avons l'occasion de montrer à nos sociétés que nous sommes capables de redoubler d'efforts vers une paix durable en tant que seule priorité pour les États, par une prévention efficace du détournement et du trafic d'armes, a-t-il conclu.

Source Prensa Latina



**Radio Habana Cuba**